

## PROCÈS-VERBAUX

MARDI 23 mars 1937.

Le comité permanent de la banque et du commerce, convoqué pour dix heures et demie de l'avant-midi de ce jour commence à délibérer à onze heures moins le quart, sous la présidence de M. W. H. Moore.

*Membres présents:* MM. Baker, Clark (*York-Sunbury*), Cleaver, Deachman, Edwards, Hill, Jacobs, Kinley, Lacroix (*Beauce*), Leduc, McLarty, McPhee, Mallette, Martin, Maybank, Moore, Perley (*Qu'Appelle*), Quelch, Tucker, Vien et Ward—21.

*A l'appel de l'ordre du jour:*

Le bill n° 58 (lettre C du Sénat), loi concernant la "Central Finance Corporation" en changeant son nom en celui de "La Corporation de Finance du Ménage."

*Parrain du bill:* M. Duffus, député fédéral, ne faisant pas partie du comité.

*Agent parlementaire:* Le colonel A. T. Thompson, C.R., d'Ottawa, et appuyant le bill; M. Harold Walker, C.R., avocat de MM. Blake, Lash, Anglin et Cassels, de Toronto; M. Arthur P. Reid, président de la compagnie et plusieurs autres plus ou moins intéressés, y compris M. R. W. Harris, de la compagnie.

M. G. D. FINLAYSON, surintendant des assurances, est présent.

Avec le consentement du comité, M. Duffus parle sur le bill, puis M. Finlayson est prié d'expliquer au long les détails de la mesure.

Afin d'exposer le principe du bill au comité pour discussion, M. Duffus propose l'adoption du préambule.

Il s'ensuit une discussion générale au cours de laquelle on s'oppose fortement au bill. MM. Tucker, Lacroix, McPhee, Ward et Quelch condamnent énergiquement le bill pour la raison que le taux d'intérêt est bien trop élevé et ils n'approuvent pas le principe de permettre à des compagnies de petits prêts de la nature de celui qui fait l'objet du bill dont est saisi le comité de fonctionner au taux d'intérêt actuellement demandé ou proposé dans le bill.

M. Vien parle vigoureusement en faveur du bill, et est appuyé par MM. Martin, Baker, Edwards, Cleaver et autres, comme étant une mesure sensée et constituant une grande amélioration du système de compagnies de prêts qui ont existé depuis quelques années et dont plusieurs fonctionnent aujourd'hui.

M. Walker, avocat de la compagnie, explique les transactions de la compagnie, et l'amélioration au point de vue de l'emprunteur en vertu des dispositions proposées du nouveau bill.

La discussion se continue sans interruption jusqu'à près d'une heure. La mise aux voix est souvent demandée, mais les orateurs ne cessent de parler.

A une heure M. McPhee propose l'ajournement du comité. On s'y oppose, mais nulle discussion n'est permise. La motion, mise aux voix, est rejetée par un vote à main levée.